

VIOLENCES POLICIÈRES

« Justice pour Yanis ». Les comités de victimes de violences policières mobilisés à Saint-Denis

Au moins 200 personnes se sont mobilisées samedi à Saint-Denis (93) pour réclamer vérité et justice pour Yanis et toutes les victimes de violences d'État. De nombreux comités de famille de victimes de violences policières ont répondu présents à l'appel du comité vérité et justice pour Yanis.

Belkacem Bellaroussi | 6 novembre 2022



Crédits photo : Révolution Permanente

Samedi 5 novembre, plus de 200 personnes ont marché à Saint-Denis (93) contre les violences policière et pour Yanis à l'appel du comité Justice et vérité pour Yanis. De nombreux comités de famille de victimes de violences policières avaient répondu présents à l'appel, parmi eux Assa Traoré du comité Adama, le réseau d'entraide Vérité et Justice, Justice pour Ibo, Vérité et justice pour Gaye Camara, vérité et justice pour Claude Jean-Pierre, le collectif Vies Volées mais aussi des Gilets jaunes avec le collectif des Mutilé.e.s pour l'exemple.

Au départ de Porte de Paris à Saint-Denis, non loin de là où a eu lieu l'accident du jeune Yanis, la manifestation a commencé par des prises de paroles des comités de familles de victimes. Sur l'arrière d'un camion faisant office de scène, les proches et la mère de Yanis ont pris la parole les premiers pour revenir sur ce qui arrivé à ce jeune dyonisien le soir du 14 avril 2021. Ce soir-là Yanis est pris en chasse par la police alors qu'il rentrait chez lui en moto après un match de foot. Un accident met un terme à la course-poursuite sur l'autoroute A1, à quelques centaines de mètres de son domicile. Yanis est dans un état critique et est amené à l'hôpital. Il sera plongé dans un coma qui durera 49 jours, avant de mourir le 3 juin de la même année.



Depuis, la famille se bat pour obtenir des réponses aux questions que posent l'accident, et notamment la potentielle implication des agents de police dans l'accident de Yanis. Le chemin qu'a pris Yanis ce soir-là est truffé de caméras de vidéosurveillance dont la famille a réclamé le visionnage, sans suite. *« Nous réclamons justice et vérité pour Yanis ainsi que pour toutes les victimes de violences policières. Je réclame les vidéos qui me permettront de savoir ce qui est arrivé à mon fils. Pour que Yanis ne soit pas mort pour rien »*, a conclu Valérie, la mère de Yanis, à la tribune.



Rassemblées à la porte de Paris, près du lieu de l'accident, de nombreuses familles de victimes sont intervenues pour exprimer leur solidarité avec la famille de Yanis, et pour dénoncer les crimes d'État, les violences policières et l'impunité policière. A l'image de Awa Gueye, sœur de Babacar Gueye tué de cinq balles par la police à Rennes dans la nuit du 2 au 3 décembre 2015, qui s'est exprimée : « je

sans venue pour être aux côtés de la famille de Lamine Dieng, au sujet du racisme à l'État et les violences policières. Babacar était sans-papiers, on me l'a arraché comme un chien. Et aujourd'hui on voit le racisme à l'assemblée nationale, ça montre le racisme de cet État ».

Face au constat d'une impunité policière systémique et d'un racisme structurel que l'État français exerce sur les personnes non-blanches à travers sa police, plusieurs intervenants ont exprimé le fait que toute réforme de la police était illusoire. « *Il n'y a pas que la Bac qui tue, qui mutilé, qui assassine, il y a les CRS, la BRAV... Aujourd'hui des politiques nous parle de police de proximité, mais pardon ! La seule différence c'est que la police de proximité elle tue mais en connaissant nos prénoms. Donc on n'en veut pas non plus de cette police de proximité ! Nous ce qu'on veut c'est ne plus avoir peur de sortir le soir quand on est noir, arabe, quand on est une femme ou LGBTQIA+* » a revendiqué la gilet jaune Mélanie Ngoye Gaham du collectif les Mutilé.es pour l'exemple. Même son de cloche du côté de Fatou Dieng qui cite sa sœur Ramata Dieng, membre du comité justice et vérité pour Lamine Dieng et du collectif Vies volées : « L'idée que la police est là pour protéger et servir est un mythe. Elle est là pour réprimer et opprimer, bafouer nos libertés et nos droits. Elle n'est pas réformable. »



Nordine, **criblé de balles par la police à Stains il y a un an** est intervenu sur l'importance de lutter ensemble. « Pourquoi le système protège toujours les mêmes, même quand il y a des preuves accablantes contre les policiers ? Face à cette machine qui nous écrase, il faut nous soutenir les uns les autres. Je me suis retrouvé sur le banc des accusés, alors que je suis victimes, avec des séquelles à

Depuis le 16 août 2021, jour où la police a tiré huit balles dans sa voiture à Stains, Nordine ne cesse de clamer son innocence. Il a été touché sept fois. La dernière balle a transpercé le corps de sa copine, Merryl B., enceinte à l'époque. Le couple garde des séquelles physiques importantes de cette interpellation. C'est pourtant Nordine qui a été entretemps condamné à deux ans de prison ferme le 18 février 2022. Il est maintenant sous la menace d'une peine de 5 ans d'emprisonnement pour « tentative d'homicide » suite à une plainte des policiers répliquant à la sienne pour « tentative d'homicide volontaire », Le 29 novembre, le délibéré sera rendu au tribunal de Paris afin de savoir s'il va devoir passer les prochaines années en prison.

Après une longue marche jusqu'à l'Hôtel de ville, de nombreux soutiens de la famille de Yanis ont pris la parole pour dénoncer le traitement fait à celle-ci, et appuyer la nécessité de s'organiser à l'échelle locale et nationale contre ces crimes. *« On doit s'organiser pour qu'ils comprennent qu'ils sont sous surveillance et que leurs pratiques ne seront pas sans conséquences. On doit s'organiser pour faire en sorte que leurs violences ne soient pas impunies. On doit s'organiser parce que, eux, ils s'organisent. On doit s'organiser parce que nous ne pouvons compter que sur nous même quand eux ont les institutions pour les protéger. »* a déclaré Mame Doume, membre d'un collectif contre violences policières sur Saint-Denis en réponse à la multiplication des cas de violences et à ce qui attend la ville sur le plan de la répression avec les JO 2024.

Cette mobilisation rappelle la nécessité de lutter contre l'impunité policière dans la rue, avec les comités et les familles des victimes. Fort de cette mobilisation, nous devons continuer à soutenir le combat pour la justice et la vérité pour Yanis, mais aussi pour toutes les victimes de violences policières et du racisme d'Etat. Tant qu'il n'y aura pas de justice, il n'y aura pas de paix.

